Quinze jours dans la vie d'

Patricia Vignetta, directrice des soins du Benghazi Medical Center en Libye depuis janvier 2010, a dû fuir le pays dimanche dernier. La Française raconte la désorganisation, l'urgence et l'afflux de blessés.

Par **MAÏTÉ DARNAULT**
Envoyé spéciale à Benghazi (Libye)
Photos **PHIL MOORE**

Dimanche 13 mars. En fin de journée, l'ordre tombe : Patricia Vignetta doit évacuer Benghazi. La contre-offensive lancée par les forces du colonel Kadhafi qui progressent vers la capitale de la Libye libérée, inquiète son employeur, Denos, une branche du groupe médical Montaigne. Cette Française est directrice des soins infirmiers du Benghazi Medical Center (BMC), l'hôpital francolibyen de cette ville de l'est du pays où la révolution du 17 février a pris naissance. Elle avait déjà préparé un bagage a minima : les papiers importants, des bijoux, quelques vêtements.

C'est la deuxième fois en trois semaines que Patricia doit fuir Benghazi. Son premier rapatriement en France n'avait pas duré longtemps : arrivée à Paris dans la nuit du 23 février, elle avait repris l'avion le 27 février. Via Le Caire, direction Alexandrie.

Lundi 28 février. En Egypte, il faut négocier ferme avec les douaniers pour qu'ils laissent transiter sur leur territoire Cobus Locke, le codirecteur sud-africain du BMC, qui n'a pas le visa exigé. *«Bakchich !»*, se marre Samer Azuz, l'un des membres de World Medical Camp for Libya, la fondation qui achemine gracieusement les employés du BMC revenant vers Benghazi. Avec Ramzy El Tajoury et Annas Bouhadi, de jeunes Libyens qui travaillent dans la finance à Londres ou Bahreïn, ils ont recueilli près de 200 000 dollars de dons en quelques jours, pour venir en aide à leurs compatriotes. Cet argent va servir à mettre du matériel médical à disposition des hôpitaux de l'est du pays.

Dans le coffre du minibus, de l'insuline et des kits d'amputation, pour parer au plus urgent. Et un drapeau roulé de la Libye libérée, que Ramzy planque derrière un sac. A bord, aux côtés de Patricia, il y a aussi le responsable médical et logistique du BMC, Gesmond Micallef, maltais. Ils sont alors les rares étrangers, après les premiers journalistes, à tenter de revenir en Libye aux lendemains du soulèvement contre la dictature du colonel Kadhafi. Les dix derniers jours, ils sont restés en contact permanent avec le personnel de «leur» hôpital, soucieux du sort de ces hommes et de ces femmes qu'ils ont *«eu l'impression d'avoir abandonné»*, dit Patricia. *Je ne voulais pas partir, mais l'ambassade française ne nous avait pas laissé le choix».*

«Bienvenue en Libye !»

Ce n'est pas un hasard si elle fait partie de l'équipe réduite revenue évaluer la situation au BMC : le pays souffre, depuis des décennies, d'une pénurie de personnel infirmier qualifié. Un problème qu'avait déjà révélé l'affaire des infirmières bulgares, accusées d'avoir transmis le sida à plus de 400 enfants de l'hôpital pédiatrique de Benghazi entre 1999 et 2007. La désorganisation et l'afflux de blessés causé par la rébellion du peuple contre son Guide suprême n'a pas arrangé les choses.

Vers 22 heures, la frontière libyenne est en vue.

une infirmière à Benghazi

Pour obtenir le tampon de sortie d'Egypte, il faut se frayer un passage entre les 2000 Bangladais qui dorment par terre, dans les locaux de la douane pour les plus chanceux. Les autres bivouaquent dehors. Il fait froid. En Libye, près de 50 % de la population active est constituée d'immigrés qui ont fui les combats par vagues massives, en attendant l'aide de leurs pays d'origine. Aujourd'hui, les Bangladais ont été remplacés par des Soudanais, avec femmes et enfants. Des cas plus sensibles que le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) va devoir gérer.

Côté libyen, la frontière n'est gardée que par une poignée d'hommes, des civils qui ont récupéré des treillis militaires et quelques kalachnikovs pour se donner une contenance. Les Libyens de World Medical peuvent enfin exhumer leur drapeau du coffre. Ils le brandissent, fiers, et congratulent les gardes qui proposent leur téléphone pour appeler le chauffeur du véhicule loué pour la seconde étape du chemin. Le barda est déchargé sur le trottoir.

Pour patienter, des sièges sont installés. Gesmond, le responsable médical et logistique maltais, en prend un. Costume-cravate impeccable, attaché-case sur les genoux, un peu hagard, il a tout l'air d'un VRP qui se serait trompé d'adresse. Gesmond est un spécialiste des cas d'urgence, il faisait partie de l'aide médicale lors de la guerre au Kosovo. Patricia distribue des carrés de chocolat acheté au duty-free de l'aéroport.

La petite troupe fait salon sous l'arche de béton taguée de diatribes triomphantes contre Kadhafi, et en oublierait presque qu'il s'agissait, il y a encore une semaine, de l'un des postes frontières les plus redoutés du Maghreb.

Mardi 1er mars. «*Doctora*»: le lendemain, ce mot vaut laisser-passer aux petits check-points qu'ont établi les rebelles tout au long de la route. Vêtus d'uniformes dépareillés, keffiehs au cou et AK47 brandis, les guerriers improvisés veulent leur photo aux côtés des étrangers du convoi médical, qu'ils remercient d'être venus jusqu'à eux. «*Bienvenue en Libye!*», est leur nouveau leitmotiv, leur fierté de montrer une autre face du pays que celle, «*hideuse, fausse*», divulguée par le Guide suprême. Patricia prend la pose, docile, même si elle «*n'aime pas les photos*». Elle semble à l'aise, elle n'a pourtant «*aucune expérience de pays en guerre, de voir des armes partout*», dit-elle. Son téléphone capte de nouveau et n'arrête pas de sonner. Sabah Aldrasi, l'infirmière libyenne qui gère l'organisation des consultations depuis le rapatriement de sa responsable sudafricaine, a appris que Patricia est en route. Le minibus traverse les faubourgs de Benghazi, calmes en cette fin d'après-midi. Juste avant d'arriver à l'hôpital, il se faufile entre les gravats de l'enceinte de la caserne où Kadhafi entretenait sa garde privée à Benghazi. Sa prise, le 20 février, a signé la victoire des insurgés, en lettres de sang. L'une des brèches a été ouverte par un homme qui a précipité sa voiture bourrée de bonbonnes de gaz contre un mur. Les bâtiments auraient ensuite été incendiés par les miliciens du Guide suprême, pour piéger les rebelles et faire disparaître les preuves. La politique de la terre brûlée contre l'énergie du désespoir. C'est ici que des prisonniers ont été retrouvés, en majorité vivants, quatre jours après les premiers affrontements, dans des cachots enterrés. Silence dans le minibus, face aux vestiges calcinés de cette forteresse à laquelle personne n'accédait autrefois. Devenue une attraction, les Libyens viennent la visiter en famille.

«On a fait appel à des volontaires dans d'autres hôpitaux et on a recruté en catastrophe, mais ça ne suffit pas pour reprendre un fonctionnement normal.»

Patricia Vignetta

Les bâtiments du BMC se profilent. Tout semble normal. Le minibus se gare et Patricia file vers l'entrée, où elle a repéré quelques infirmières: des

A gauche, le bâtiment du Benghazi Medical Center, le 5 mars. A droite, Patricia Vignetta dans une des salles de soins infirmiers du BMC.

QUINZE JOURS DANS LA VIE D'UNE INFIRMIÈRE À BENGHAZI

Philippines qui n'ont pas encore été rapatriées. Les jeunes femmes sont joyeuses, mais épuisées. Dans le hall, l'imposant portrait du colonel Kadhafi a été déboulonné et les drapeaux rouge, noir, vert fleurissent partout. Les retrouvailles sont pudiques. Yeux brillants, mains qui se tordent. On se dévisage sans trop en dire, on n'était même pas sûr de se revoir un jour. «*C'est comme si j'avais pris une semaine de vacances, c'est tout. On est là maintenant !*», lance Patricia. Sourires timides.

Mille et une vies

La voilà partie pour un tour rapide des différents services : aucun dégât matériel, l'hôpital a été préservé des heurts, très ciblés contre les symboles du pouvoir totalitaire. Certaines infirmières ne la saluent pas, elles ne la connaissent pas : ce sont des volontaires récentes, venues en masse depuis le 17 février. Patricia croise Fatma Elgaroushi, cadre infirmière responsable du département d'hospitalisation, qui chapeaute plusieurs spécialités. «*Elle fait partie de ces filles qui ont bossé non-stop pendant les jours très durs*», explique Patricia. Fatma n'a pas quitté l'hôpital depuis les événements : «*C'est compliqué de se déplacer la nuit pour une femme et j'étais plus en sécurité ici.*» Depuis peu, elle parvient à se ménager cinq heures de sommeil sur vingt-quatre de garde, dans une pièce inoccupée du bâtiment où elle campe avec d'autres soignantes. Elle prend des nouvelles de sa famille par téléphone. L'urgence ne la quitte pas, elle voudrait tout raconter d'un coup, faire un bilan du nombre de patients, des besoins en matériel, en personnel.

Sa tournée de retour finie, Patricia rentre dans son appartement. La poussière rouge charriée par le vent du désert s'est infiltrée, mais tout est là : les rayons de bouquins, de films et les objets d'art qui la suivent depuis qu'elle a quitté la France. Sept ans d'expatriation au Vietnam, puis la Libye, depuis janvier 2010. Intarissable sur ses mille et une vies, Patricia a visité, au fil de ses tribulations, une bonne partie du globe.

En 1968, bac en poche à 16 ans, elle met les voiles pour la Californie. Petits boulots, voyages en Amérique du Sud. Le *flower power* bat son plein et la jeune femme y butine allègrement. Une année passée au Brésil, avant de rentrer en France où elle poursuit des études infirmières. Elle se marie en robe bleue, santiags et cuir aviateur. Diplômée en psychiatrie, elle commence à exercer, à la fin des années 1970, en neurochirurgie à l'hôpital Saint-Anne à Paris.

En 2002, départ pour l'hôpital franco-vietnamien de Saïgon : «*Je faisais déjà les 35 heures, mais deux fois dans la semaine !*» Elle y est «*charge nurse officer*», le plus haut poste de management infirmier dans les organigrammes hospitaliers à l'anglo-saxonne. Fin de l'épisode vietnamien en 2009 : elle est approchée par Pierre Vincent, le PDG de Denos, pour un poste de directrice des soins infirmiers au Benghazi Medical Center, identique à celui qu'elle occupait au Vietnam.

Pourquoi la Libye, où la vie culturelle est extrêmement limitée par le pouvoir de Kadhafi, où les femmes souffrent d'une liberté très encadrée ? «*Peut-être comme un challenge.*» Le projet professionnel, lui, est séduisant. Même s'il symbolise les visées parfois tordues du Guide suprême. Car les murs du BMC datent de… trente ans. Construit sur le même modèle – ambitieux – que le Tripoli Medical Center, cet «hôpital des 1200 lits» (son nom en arabe) a été maintenu en l'état pendant tout ce temps, vide, par une entreprise de maintenance coréenne. «*Je pense qu'ils n'avaient pas les ressources humaines suffisantes pour le remplir et le gérer*, estime Patricia. *Et il y avait déjà beaucoup d'hôpitaux à Benghazi.*» C'est en 2007 que le bâtiment fantôme trouve un avenir. Lorsque Cécilia Sarkozy se rend à Tripoli pour négocier la libération des infirmières bulgares emprisonnées depuis huit ans, le gouvernement libyen demande l'aide de la France pour faire du BMC un hôpital universitaire et un pôle médical de référence dans l'est du pays. «*C'est-à-dire un endroit qui soit formateur, où l'on pratique l'excellence sur des cas graves ou pointus*, explique Patricia. *Il s'agissait de faire ce qui ne se fait pas ailleurs, ni à Derna ni à Tobrouk, en particulier de la chirurgie froide*» : des interventions sont programmées, comme la première transplantation rénale qui a eu lieu le 18 janvier au BMC. «*De la chirurgie de base en France, mais ici, ce n'était possible qu'à Tripoli.*» Ou à l'étranger : de très nombreux patients sont envoyés en Tunisie, Egypte, Jordanie. Comme l'accès aux soins est entièrement gratuit, «*des sommes folles ont été dépensées par l'Etat*», poursuit Patricia.

Mauvaise réputation

Mais cette réorganisation est en panne depuis la révolution du 17 février. Un service d'urgence a été monté à la va-vite, pour accueillir les blessés des affrontements que les autres hôpitaux, débordés, ne pouvaient pas prendre en charge. «*Nous avons essentiellement traité des brûlures et des plaies par balles. Les premiers jours, on a eu de la bobologie mais aussi des cas graves. Certains sont morts peu après leur arrivée ; d'autres sont encore là, en mauvais état.*» Il en reste une cinquantaine, sur les 70 lits ouverts que compte aujourd'hui l'hôpital. Les Libyennes, autrefois très minoritaires, représentent maintenant la moitié du personnel infirmier. «*On a fait appel à des volontaires dans d'autres hôpitaux et on a recruté en catastrophe, mais ça ne suffit pas pour reprendre un fonctionnement normal.*» Des services ont été fermés, les patients regroupés et les infirmières concentrées, pour miser sur celles qui tiennent la route et espérer qu'elles tireront les autres vers le haut.

Car de longue date, les infirmières libyennes, peu

De gauche à droite : Une infirmière libyenne. Elles sont aujourd'hui majoritaires au BMC. Une infirmière philippine qui, avec les infirmières indiennes, représentent 80 % des soignantes. Le Bengazhi Medical Center le 5 mars.

De gauche à droite : Fatma Elgaroushi, infirmière, n'a pas quitté l'hôpital depuis le début de la révolution. Le trousseau de clés de l'hôpital, initialement réservé aux seuls Libyens exerçant au BMC, a finalement été confié aux infirmiers étrangers après la révolution. Le drapeau de la Libye libérée sur la blouse d'une infirmière libyenne.

nombreuses, sont réputées pour leur faible niveau pratique. «*Depuis cinq ou six ans, ça s'améliore nettement. Avant, avec de l'expérience, elles se débrouillaient. Mais en sortant de leur formation, elles n'avaient aucune vision globale du patient, elles étaient incapables d'anticiper*, explique Patricia. *Moins elles en savaient, mieux c'était. C'est une culture que j'ai connue il y a trente ans en France, où le médecin était tout-puissant et l'infirmière uniquement une exécutante.*»

Ici, ce métier a mauvaise réputation : pas assez prestigieux – mieux vaut être «docteur» – et, de toute façon, travailler de nuit est réservé aux prostituées… «*La grande majorité des Libyennes sont aux consultations*», laissant les gardes nocturnes aux étrangères qui se débrouillent comme elles peuvent pour communiquer avec les patients. «*Les Philippines et les Indiennes ont commencé à baragouiner l'arabe très vite, quelques Ukrainiennes et Serbes présentes ici depuis longtemps le parle bien.*» Mais très peu de Libyennes maîtrisent l'anglais.

Mercredi 2 mars. Pour définir les priorités, Patricia enchaîne les briefings avec Cobus Locke. Avant les événements, le codirecteur sud-africain partageait l'autorité de l'hôpital avec un Libyen. Ce dernier, proKadhafi, a pris la fuite vers Tripoli au début de la rébellion à Benghazi. L'occasion pour Patricia de faire main basse sur la «*master key*» : cette clé qui permet d'ouvrir l'intégralité des pièces du bâtiment, avait toujours été refusée aux étrangers par la hiérarchie de l'hôpital. C'était devenu un sujet de plaisanterie dans les services et Patricia n'a pas perdu de temps pour la récupérer.

L'ancien codirecteur a été remplacé par un trio d'hommes nommé pour trois mois par le Conseil national transitoire qu'ont constitué les partisans de la rébellion. Patricia ne sait pas à quelle sauce elle et Cobus vont être mangés, car leur retour n'a pas enchanté tout le monde. Le contrat d'exploitation de l'hôpital avait été passé avec le gouvernement de Kadhafi : «*Notre légitimité est ébranlée, instable, car la donne politique a changé. Mais c'est un peu facile de nous coller l'étiquette de traîtres dans le dos : on faisait avec, sans commenter. Ça ne veut pas non plus dire qu'on soutenait*», s'agace Patricia.

«Notre légitimité est ébranlée car la donne politique a changé. Mais c'est un peu facile de nous coller l'étiquette de traîtres : on faisait avec, sans commenter. Ça ne veut pas dire qu'on soutenait.»
Patricia Vignetta

«On ne s'énerve pas ici»

Samedi 5 mars. Plus d'une vingtaine de patients sont arrivés dans la nuit, après l'explosion d'un dépôt de munitions à la sortie de Benghazi. Sept morts, une quinzaine de blessés. L'unité de sécurité civile française fraîchement arrivée a donné le coup de main. Des infirmiers et ambulanciers militaires, spécialisés dans la médecine de catastrophe. Certains étaient dernièrement en Haïti ou en Chine. Les gaillards en rangers détonnent à l'entrée de l'hôpital, Patricia leur a donné des blouses vertes. Pas sûr qu'ils entrent tous dedans.

«*On a vraiment l'impression de changer de dimension !*» : l'infirmier-major Alain Boursier n'en revient pas. «*La structure est gigantesque. S'ils avaient les moyens en personnel, ils pourraient traiter tout le pays !*» En procédant à la vérification systématique du matériel embarqué dans les ambulances, les hommes du major Boursier tombent sur une machine de réanimation, configurée en italien – que personne ne comprend – et dont le seul mode d'emploi adjoint est rédigé… en grec. «*C'est souvent comme ça*, sourit Patricia. *On a eu des scanners dernier cri, mais on était en rupture de stock de canules de perfusion, vraiment un produit de base…*»

L'escouade d'infirmiers est arrivée avec 5 tonnes de matériel offert par le ministère des Affaires étrangères français et… quatre diplomates du Quai d'Orsay, aussi logés à l'hôpital. La France a beaucoup investi en Libye dans la dernière décennie et elle a besoin de savoir sur quel pied danser. Le 11 mars, c'est le premier Etat, et le seul, à reconnaître le Conseil national transitoire comme le nouveau représentant du peuple… Exit la poignée de main un tantinet gênée, en 2007, du président Sarkozy à un Muammar al-Kadhafi exultant de pouvoir planter sa tente à Paris, et ainsi narguer, des pelouses de l'Hôtel de Marigny, les diplomaties occidentales alors que les infirmières bulgares venaient à peine d'être libérées.

L'arrivée de l'entreprise française Denos, dont dépend le management du Benghazi Medical Center, s'est d'ailleurs faite sous l'égide d'un médecin attaché aux Affaires étrangères, Jean Defriche. Et le recrutement des cadres a dû tenir compte de ce contexte sensible : «*Malgré de grandes compétences, certaines personnalités n'étaient pas compatibles*, explique Patricia. *On ne s'énerve pas ici, il ne faut pas élever la voix, on respecte la hiérarchie, il y a une vraie peur du conflit : tu ne peux pas t'engueuler avec un Libyen.*» Pourtant, au bout de six mois, Patricia a explosé : «*Ils n'avaient jamais vu une femme leur parler comme ça ! Mais je n'ai pas cédé, j'ai imposé ma manière de fonctionner.*» Celle qui consiste à redonner une «*identité propre*» et valorisée aux infirmières, loin des «*patrons mandarins*». Il y a encore du travail : «*On n'aurait peut-être pas réussi à finaliser le projet en trois ans, comme prévu, mais je pars vraiment avec le sentiment de quelque chose d'inaccompli.*» Dimanche dernier, «*ça a été très dur de les quitter de nouveau*». Patricia ne leur a pas dit «*adieu*», juste «*au revoir*». ◆